

Affaire suivie par : Fabrice d'AUBUISSON  
Unité interdépartementale Nièvre/Yonne  
Tél. : 03 39 59 67 37  
Courriel : fabrice.daubuisson@developpement-durable.gouv.fr

Nevers, le 8 juillet 2024

**Objet :** Modification des installations exploitées sur les communes de FOURCHAMBAULT  
**Réf :** 240340  
**P J :** Proposition d'arrêté préfectoral complémentaire

**INSTALLATIONS CLASSÉES  
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT  
Société SONIRVAL (USINE D'INCINÉRATION)  
RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES  
(augmentation de capacité du site, installation d'un nouvel équipement de réduction catalytique des NOx  
(SCR) et d'une cuve aérienne de fuel)**

**1 .Identification des installations et identité de l'exploitant**

La société SONIRVAL Énergie exploite sur la commune de Fourchambault une unité de valorisation énergétique (UVE) comportant des installations d'incinération de déchets non dangereux (ordures ménagères). Cette exploitation se fait dans le cadre d'une délégation de service public. L'unité de valorisation énergétique comporte une ligne d'incinération indépendante VOLUND d'une capacité unitaire de 6 tonnes par heure (PCI=2 200 kcal/kg). Sa capacité nominale autorisée est de 46 000 tonnes par an. Le site dispose d'une plate-forme mâchefer d'une superficie de 2 450 m<sup>2</sup> rendue étanche à l'aide d'une géomembrane implantée sous l'enrobé de la plate-forme.

Les installations existantes relèvent du régime de l'autorisation prévue à l'article L. 512-1 du Code de l'environnement, au titre des rubriques listées dans le tableau ci-dessous :

Désignation de l'activité	Rubrique ICPE actuelle	Régime actuel	OBSERVATIONS
Élimination ou valorisation de déchets dans des installations d'incinération des déchets ou des installations de coïncinération des déchets pour les déchets non dangereux avec une capacité supérieure à 3 tonnes par heure	3520 a et 2771	A	Capacité de traitement : 6 t/h
Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois, à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710 et 2711. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 1 000 m <sup>3</sup> .	2714-1	E	Station de transit de déchets : 1 500 m <sup>3</sup>
Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 1 000 m <sup>3</sup> .	2716-1	E	Plateforme de transit de mâchefers : 13 000 m <sup>3</sup>
Installation de traitement de déchets non dangereux. La quantité de déchets traités étant supérieure ou égale à 10 t/j.	2791-1	A	Broyage de déchets : 120 t/j
Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes. La puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 40 kW mais inférieure ou égale à 200 kW.	2515-2	D	Puissance installée : 60 kW
Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770 et 2771 ; lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou de la biomasse ; la puissance thermique maximale de l'installation étant supérieure à 2 MW mais inférieure à 20 MW.	2910-A-2	DC	Brûleur FOD d'une puissance de 10,6 MW

L'exploitant, anciennement SONIRVAL (N° SIRET : 43385455100010), est maintenant SONIRVAL Énergie (N° SIRET : 92142608600028) dont le siège social est situé 38, route de Vauzelles – 58600 FOURCHAMBAULT (Nièvre). Un formulaire de demande d'autorisation de changement d'exploitant est intégré en annexe 6 de son porter-à-connaissance.

## **2 .Objet de la modification**

Conformément à l'article R. 181-46 du Code de l'environnement, la société SONIRVAL Énergie a porté à la connaissance du Préfet une modification de son installation en date du 21/03/23 et complété le 24/10/23 avec tous les éléments d'appréciation.

Les modifications envisagées de l'installation sont les suivantes :

- augmentation des capacités de traitement de l'installation, avec :
  - un design futur dimensionné à 6,55 t/h à un PCI de 2 200 kcal/kg, soit une augmentation de + 9,2 % des capacités de traitement de l'installation ;
  - une disponibilité projetée de 8 300 h/an ;
  - Une capacité de traitement demandée de  $6,55 * 8\,300 = 54\,365$  t/an.

*Nota Bene: Le volume effectivement traité sur l'installation est directement proportionnel au PCI des déchets. Le PCI moyen des trois dernières années est de 2 400 kcal/kg. En considérant une disponibilité de l'installation de 8 300 h/an et pour un PCI de 2 400 kcal/kg, la quantité de déchets effectivement traitée sur le site serait d'environ  $6,55 * 2,2 / 2,4 * 8\,300 = 49\,834$  t/an.*

Cette augmentation des capacités de traitement implique :

- l'ajout d'un échangeur haute-pression permettant d'augmenter la température et la quantité de chaleur livrée au réseau de chaleur urbain de Nevers Agglomération ;
- la modification du système de traitement des fumées avec l'ajout d'un système d'abattement des oxydes d'azote (NOx) de type SCR (réduction catalytique des oxydes d'azote) en complément du système de traitement existant de type SNCR (réduction non catalytique des oxydes d'azote) ;
- le remplacement de la cuve de stockage d'urée existante d'une capacité de 10 m<sup>3</sup> par une cuve de stockage d'urée de 35 m<sup>3</sup> ;
- la mise en place d'une cuve aérienne de stockage de FOD en remplacement de la cuve enterrée, la capacité de stockage de la cuve restant identique (30 m<sup>3</sup>) ;
- l'augmentation de la capacité du bassin d'eau de process de 240 à 420 m<sup>3</sup>, permettant de fiabiliser le principe de « zéro rejet » de l'installation.

La capacité de traitement de l'UVE demandée correspond à :

- un tonnage horaire design de déchets traités de **6,55 t/h contre 6 t/h** actuellement, soit une augmentation de capacité de traitement de + **9,2 %** ;
- une **disponibilité prévisionnelle** de l'installation d'incinération de 8 300 heures/an, soit une augmentation de + **2 %** par rapport à la disponibilité moyenne actuelle de l'UVE ;
- **un tonnage annuel de déchets traités de 54 365 t/an contre 46 000 t/an** actuellement, compte tenu de l'augmentation des capacités de traitement horaire de l'installation et de la disponibilité de l'installation.

Le projet comprend également l'extension des locaux administratifs (+ 66,7 m<sup>2</sup>) pour la création d'une nouvelle salle de réunion en R+1 sur pilotis, dans la continuité des bureaux existants, ainsi que la mise en œuvre d'un parcours pédagogique.

**À noter que les modifications relatives au centre de tri pour créer une ligne de production de combustibles solides de récupération (CSR) n'ont pas été prises en compte dans l'instruction de ce PAC.** L'exploitant ayant voulu un délai supplémentaire pour préciser son projet et répondre aux demandes de compléments en date du 31/07/23.

### **3 . Analyse du caractère substantiel des modifications au regard des dangers et inconvénients significatifs entraînés pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du CE**

À l'appui de sa modification, l'exploitant a transmis tous les éléments permettant d'apprécier les dangers ou inconvénients qu'elle occasionne pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement :

- note de dimensionnement des besoins d'extinction et rétention des eaux d'extinction pour la nouvelle cuve de Fioul.

#### **➤ Sur l'augmentation de capacité du site :**

L'augmentation sollicitée pour le traitement des déchets non dangereux 0,55 T/h correspond à une augmentation de l'activité existante de 9.2 % inférieure à 10 %. Cette augmentation ne dépasse pas en elle-même le seuil IED 3520 (3T/h) auquel est déjà soumis le site. Le tonnage futur annuel du site théorique est de 54 365 t/an (soit + 18%) mais cela est dû à une disponibilité accrue de l'installation (+ 2%) et pour un PCI de 2 200 kcal/kg. Le PCI moyen des trois dernières années est de 2 400 kcal/kg aboutissant à une augmentation du tonnage annuel de 49 834 t/an (+ 8,3 %).

L'augmentation de capacité prévue est accompagnée de différentes modifications de l'installation listées précédemment et des travaux sur les fumisteries, ventilateurs, grille d'alimentation, surface accrue de la chaudière, réduction de la température d'eau en sortie de l'économiseur, modification de la régulation de combustion, ....

Les incidences sur le trafic local de la RD 167 sont maîtrisées malgré l'augmentation de la charge en entrée de la ligne d'incinération (contribution pour 2 % des activités de l'UVE sur le trafic routier).

Les incidences atmosphériques sont maîtrisées avec un respect des VLE relatives aux rejets atmosphériques de l'UVE, en concentration (mg/Nm<sup>3</sup>) et en flux (kg/an) compte tenu des travaux décrits plus bas.

L'installation conservera son statut d'Unité de Valorisation Énergétique « UVE » encouragé par la règle n° 33 du SRADDET et pour lequel il n'y a pas d'objectif de décroissance de tonnage en BFC.

#### **➤ Sur le réexamen IED, l'application de l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) associé et la modification du traitement des effluents gazeux :**

L'UVE est soumis à la rubrique 3520-a. De ce fait, il est concerné par la décision d'exécution UE 2019/7987 de la commission du 2 novembre 2019 établissant les meilleures techniques disponibles pour le secteur des installations d'incinération et de co-incinération de déchets (BREF WI). Conformément à l'article R. 515-71 du Code de l'environnement, l'exploitant a remis le 2 décembre 2020 au Préfet un dossier de réexamen

concernant son établissement. Un courrier de notification lui a été envoyé le 8 juillet 2022 prenant acte de son dossier et de l'absence de nécessité d'actualiser les prescriptions applicables à son établissement.

La France fait l'objet d'une mise en demeure par la Commission européenne car :

- certains établissements « IED », bénéficiant des droits acquis (antériorité), peuvent être exploités sans disposer d'un arrêté préfectoral d'autorisation,
- certains établissements régulièrement mis en service ne disposeraient pas encore d'arrêté préfectoral compatible avec la directive IED au sens des articles R.515-60 à 62 du Code de l'environnement.

C'est dans ce cadre que la Direction Générale de la Prévention des Risques demande de remettre en conformité les arrêtés préfectoraux des sites concernés. L'UVE est visée par cette obligation et en conséquence les prescriptions applicables à ses installations ont été réexaminées.

A titre de rappel les articles R. 515-60 à 62 du Code de l'environnement prévoit que l'arrêté d'autorisation des établissements soumis à la directive IED fixe des prescriptions relatives :

- aux VLE et des exigences sur la surveillance des émissions (méthode de mesure, fréquence et prescriptions sur leur transmission),
- à la surveillance et à la gestion des déchets,
- à la protection du sol et des eaux souterraines (y compris leur surveillance),
- aux conditions d'exploitation lors de l'arrêt définitif de l'installation,
- à la situation administrative en fixant la rubrique principale IED et le BREF principal,
- aux MTD des conclusions européennes ou équivalentes dans le cas où ces dernières ne seraient pas retranscrites en droit français au sein d'un AMPG sectoriel.

L'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3520 et à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3510, 3531 ou 3532 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement intègre déjà une partie de ces prescriptions. Cependant, l'arrêté préfectoral nécessite d'être modifié, notamment pour acter la situation administrative et les exigences vis-a-vis du réexamen périodique.

L'exploitant prévoit dans le cadre l'atteinte des seuils réglementaires relatifs aux MTD différents travaux notamment :

- l'optimisation du système d'abattement des NO<sub>x</sub> existant (SNCR : réduction non catalytique des oxydes d'azote) et ajout d'un système SCR (réduction catalytique des oxydes d'azote)
- augmentation de la capacité de stockage de l'urée par ajout d'une nouvelle cuve de 35 m<sup>3</sup> en remplacement de la cuve existante (10 m<sup>3</sup>).

À noter que le seuil déclaratif pour le dépôt d'engrais liquide (rubrique 2175) est de 100 m<sup>3</sup>. La capacité prévue sur site en urée reste inférieure à ce seuil.

Actuellement, les émissions NO<sub>x</sub> de l'UVE de l'incinérateur se situent entre 135 et 165 mg/Nm<sup>3</sup> (à 11 % d'O<sub>2</sub> sur gaz sec), pour une nouvelle NEA-MTD fixée à 150 mg/Nm<sup>3</sup> dont l'application a pris effet en décembre 2023. Le système SNCR d'abattement des NO<sub>x</sub> actuel de l'UVE ne permet pas d'atteindre cet objectif réglementaire.

Les modifications apportées au système de traitement des fumées consistent à implanter un nouvel équipement de réduction catalytique des NO<sub>x</sub> « SCR » conjointement à l'optimisation du système SNCR existant afin de respecter les seuils suivants :

- NO<sub>x</sub> : < 150 mg/Nm<sup>3</sup>
- NH<sub>3</sub> : < 10 mg/Nm<sup>3</sup>

Les modifications apportées au système de traitement des fumées actuellement en place permettront ainsi de respecter les seuils fixés par les MTD concernant les rejets de NO<sub>x</sub> et de NH<sub>3</sub>.

Les flux prévisionnels en NO<sub>x</sub> et NH<sub>3</sub> resteront dans le cadre des seuils inscrits dans l'AP d'autorisation d site (Art 40.4) :

Paramètre	Concentration moyenne (mg/Nm <sup>3</sup> )	Débit horaire de fumées (Nm <sup>3</sup> /h)	Temps de fonctionnement annuel (h/an)	Flux prévisionnel (kg/an)	Seuil inscrit à l'AP (kg/an)
NO <sub>x</sub>	150 (seuil réglementaire)	39 070	8 300	48 642	48 720
NH <sub>3</sub>	10 (seuil réglementaire)			3 243	7 308

➤ **Sur l'intégration paysagère :**

Les modifications architecturales envisagées sont représentées par :

- l'extension du hall process de l'UVE, dans la continuité du hall process existant, permettra d'implanter le nouvel équipement de traitement des fumées et de créer de nouveaux espaces de stockages ;
- l'extension des espaces administratifs en pilotis R+1 pour la création d'une nouvelle salle de réunion. La salle de réunion actuelle sera dédiée à l'accueil du public dans le cadre du circuit de visite mis en œuvre.

Les extensions prévues viennent s'intégrer en cohérence avec l'architecture actuelle du site. Ainsi, les volumétries extérieures reprennent les formes des bâtiments existants avec des toitures courbes, ainsi que la couleur verte. Le projet fait l'objet d'une demande de permis de construire, déposé le 3 mars 2020.

Une modélisation de l'insertion paysagère suite aux modifications est présente dans le PAC (P43/64).

➤ **Sur le remplacement de la cuve enterrée de fioul (FOD) par une cuve aérienne**

La cuve enterrée de stockage de fioul (FOD) pour l'alimentation de la chaudière, d'une capacité actuelle de 30 m<sup>3</sup>, est remplacée par une nouvelle cuve de stockage aérienne d'une capacité équivalente (30 m<sup>3</sup>). La nouvelle cuve de stockage est implantée perpendiculairement à la position initiale de la cuve enterrée. Cette dernière a fait l'objet d'un incident fin 2021 ayant conduit à une pollution accidentelle aux hydrocarbures. Dans l'objectif de faciliter l'exploitation de la cuve de fioul, en particulier avoir un meilleur contrôle visuel sur cette dernière, l'exploitant souhaite mettre en œuvre une cuve de stockage aérienne en remplacement de la cuve enterrée.

Avec une capacité de stockage de la nouvelle cuve de 30 m<sup>3</sup>, les volumes de fioul stockés *in situ* resteront équivalents aux volumes actuellement stockés sur site.

Les dispositions constructives de la cuve prévus permettant de maîtriser les risques de pollution des sols et des eaux et de départ de feu sont les suivantes :

- cuve double paroi sur rétention ;
- cuve implantée sur dalle étanche ;
- dispositifs de protection EI 120 (coupe-feu 2 heures) sur 4 faces + toiture ;
- emprise de la cuve protégée contre les éventuels chocs mécaniques avec la mise en place de légo blocs béton ;
- voiries imperméabilisées alentours (existantes).

L'IIC demande que le local de stockage de la cuve de fioul soit équipé d'une détection incendie afin de détecter tout départ de feu quelle qu'en soit la cause.

À la demande de l'IIC, l'exploitant a fourni en complément une note de dimensionnement des besoins d'extinction et rétention des eaux d'extinction pour la nouvelle cuve de Fioul. Les conclusions de celle-ci sont que les besoins, spécifiques à cette cuve, en extinction pour un incendie au niveau du local de la cuve fioul sont évalués à 16 m<sup>3</sup> de solution moussante (15 m<sup>3</sup> d'eau et 1 m<sup>3</sup> d'émulseurs). La réserve d'eau incendie du site de Fourchambault, d'une capacité de 430 m<sup>3</sup>, est suffisamment dimensionnée pour assurer les besoins d'extinction nécessaire en cas d'incendie au niveau du local de la cuve fioul. L'exploitant indique que le site sera équipé d'une réserve d'émulseur d'au moins 1 000 litres en fonction des différents conditionnements disponibles.

La synthèse du dimensionnement de la rétention des eaux d'extinction indique un volume de rétention nécessaire de 153,5 m<sup>3</sup> (incluant l'eau liée aux intempéries sur les toitures et certaines voiries hors secteur « mâchefer » dont les eaux pluviales sont récupérées vers un autre bassin et réinjectées dans le four).

Le stockage aérien de FOD est visé par la rubrique 4734-2, la capacité de stockage de la cuve aérienne étant de 30 m<sup>3</sup> (~ 27 t), l'activité n'est pas classée au titre de la nomenclature ICPE (seuil DC à 50T).

Compte tenu des modifications envisagées de l'installation, celles-ci n'engendrent aucune modification de l'étude de dangers et de l'étude d'impact de nature à entraîner des dangers ou inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement. Les effets du projet sont modifiés à la marge compte tenu notamment de l'installation d'une nouvelle cuve de fioul aérienne mais les impacts résiduels restent inchangés par rapport au projet initial compte tenu de la proposition de nouvelles mesures de réduction (cuve double enveloppe équipée d'une détection automatique de fuite, d'un arrêt de flamme sur l'évent, placée sur rétention et dans un local REI 120, site qui sera équipée d'une réserve d'émulseur d'au moins 1 m<sup>3</sup>).

Par ailleurs, le changement d'exploitant, l'augmentation de capacité du site, le réexamen IED et l'installation d'une cuve aérienne de fuel nécessite des prescriptions complémentaires.

Les articles 1.1, 37.1, 39.3 et l'annexe 1 de l'arrêté préfectoral n° 2005-P-777 du 23 mars 2005 susmentionné doivent donc être modifiés en ce sens.

En outre, les modifications envisagées n'atteignent pas des seuils quantitatifs ou des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement.

Elles ne nécessitent pas non plus de nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 du Code de l'environnement :

- les modifications en tant que telles ne franchissent pas de seuils visés par l'annexe de l'article R. 122-2 du Code de l'environnement ;
- l'installation modifiée ne franchit pas de nouveau seuil visé par l'annexe de l'article R. 122-2 du Code de l'environnement.

#### **4 .Consultations**

En application de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement, il n'apparaît pas nécessaire de procéder à l'une des consultations prévues par les articles R. 181-18 et R. 181-21 à R. 181-32, compte tenu de la nature de la modification demandée.

#### **5 .Conclusions**

En conséquence, l'inspection des installations classées considère que les modifications envisagées par la société SONIRVAL ne sont pas substantielles au sens de l'article L. 181-14 du Code de l'environnement mais nécessitent de fixer des prescriptions complémentaires en application de ce même article relatif à l'augmentation de capacité du site, le réexamen IED.

Enfin, en application de l'article R. 181-45 du Code de l'environnement, et compte tenu de l'impact modéré des prescriptions complémentaires précitées, il est proposé au Préfet de ne pas solliciter l'avis de la commission mentionnée à l'article R. 181-39 du Code de l'environnement (CODERST) sur ces prescriptions complémentaires. Une information sera portée à la connaissance des membres du CODERST lors de sa prochaine tenue.

Ce projet doit à présent être transmis à l'exploitant afin qu'il puisse formuler ses observations conformément aux articles L. 121-1 et suivants du code des relations entre le public et l'administration.

Rédacteur	Vérificateur	Approbatrice
L'inspecteur de l'environnement D'AUBUISSON Fabrice	L'inspecteur de l'environnement PETIT Matthieu	La cheffe du département Risques Chroniques MORTAS Carole